



ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE

N° 8

3 F.

Sommaire :

► rfa : pour un non-anniversaire

Textes de SIEGFRIED HAAG ; de KLAUS CROISSANT

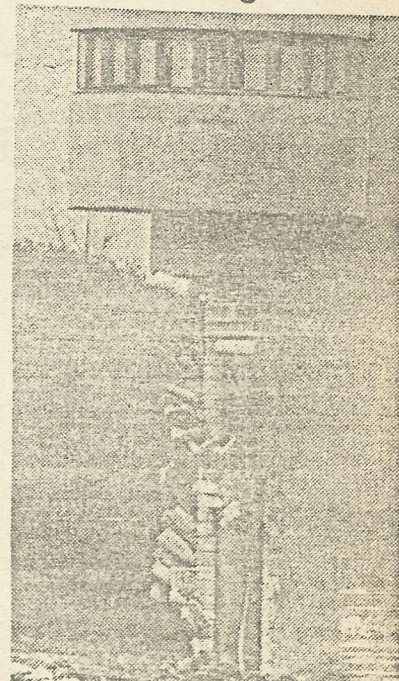
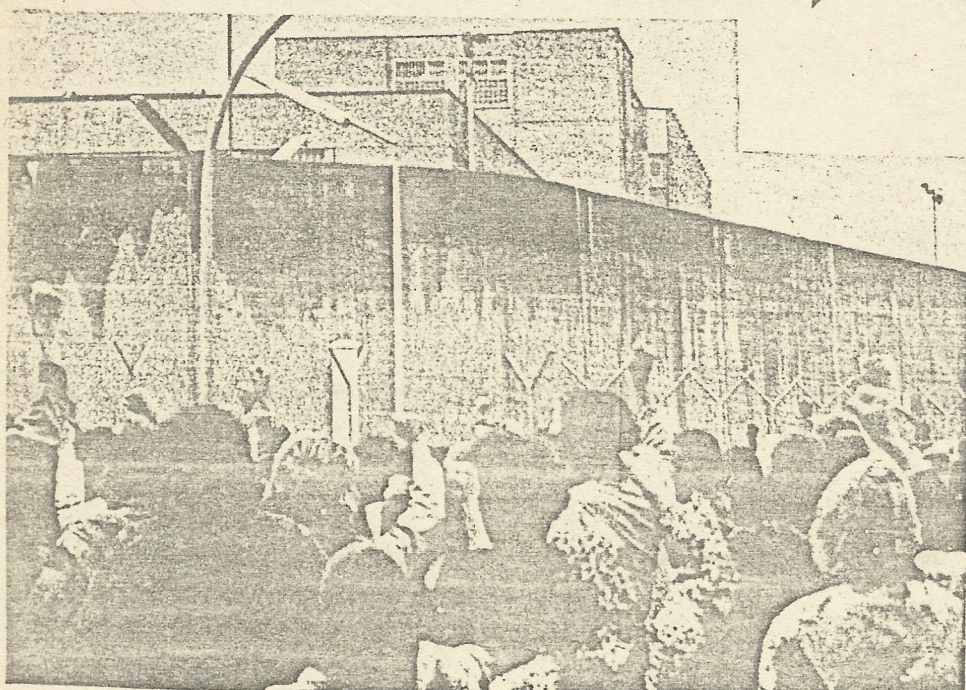
francfort-hambourg : solidarité avec
les prisonniers : communiqué d'occupation.
sur le procès contre Irmgard Moeller.
etc...

► France : prison de Bois d'Arcy nouvelle loi contre les détenus extrême-droite : provocations !

► Euskadi : communiqué d'E.T.A. au peu- ple basque

► Palestine : Tel-Zaater

► Turquie : contre-guerilla



RFA : POUR UN NON-ANNIVERSAIRE: =====

Le 18-10-77, trois prisonniers mouraient assassinés à Stammheim: Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe, par un Etat que menaçait l'écho grandissant de leur lutte, et de leur résistance.

Le 16-11-77, Klaus Croissant était extradé vers ce même Stammheim, au cours d'une action que lui-même décrit comme une action nuit-et-brouillard, l'Etat français refusant l'asile à celui qu'il jugeait dangereux pour la sécurité intérieure du pays.

Un an après, il ne s'agit pas de célébrer de tristes anniversaires, mais de savoir-qu'aujourd'hui encore et toujours, Stammheim reste un des hauts lieux de la guerre menée par l'Etat contre la RAF et tous ceux qui refusent de se distancer.

En ce moment, Siegfried HAAG, Sabine SCHMITZ, Roland MAYER, "ont pris la place" dans les cellules comme dans la salle d'audience de Stammheim, des camarades assassinés. Sur certains points la tactique de l'Etat a changé, mais le but reste le même: briser les prisonniers, les isoler. Silence quasi-total dans la presse, isolement dans la prison. L'Etat tente ainsi d'envelopper, d'enfermer, d'enterrer les prisonniers dans le silence afin de les briser et d'empêcher toute information sur leur lutte.

Nous publions aujourd'hui un extrait d'une lettre de Siegfried Haag, où il décrit ce nouveau moyen d'isolement, légal (car en RFA, tout finit par une loi, semble-t-il) qu'est la vitre de séparation, et une partie de la déclaration faite par Klaus Croissant en octobre et où il décrit ce que ne peut et ne doit être un défenseur, et donc en quoi consiste le travail d'un défenseur politique.

Lettre de Siegfried HAAG: (extraits)

"Depuis le 1^{er} juin, les visites ont lieu derrière la vitre de séparation. Parce que par la suite il y eut trop peu de ces engins, les visites d'avocats n'eurent bien souvent pas lieu. En plus, le Ministère de la Justice a ordonné immédiatement que les visites surveillées devaient avoir également lieu dans le local avec la vitre de séparation.

Entretemps, les proches n'y sont plus obligés; les autres visiteurs, oui, pour autant qu'ils existent.

Je dis cela aussi froidement: j'avais déjà imaginé auparavant comment se présentait ce truc en verre cuirassé d'un mètre cube. Mais lorsque réellement je me trouvais derrière, que je l'éprouvai de mes sens, je sus que cela dépassait mon pouvoir d'imagination. Il faut le vivre.

Concrètement, on peut le décrire comme suit: une brèche entre deux cellules, retenue par des châssis d'acier massif, épais, où l'on a foré des milliers de petits trous et qui retiennent la double disque d'environ 5 cm d'épaisseur. La vitre ne transmet pas la voix parce que les mots sont absorbés par les trous. La voix arrive de n'importe où, elle est transformée et pour pouvoir se comprendre, il faut crier. Même quand tout est calme, il faut encore parler à voix haute. Une conversation de deux sourds.

On se trouve face à face dans un aquarium sans eau.-la dernière impression ressentie est faussée, hachée-, on se penche en avant et on essaie de faire

passer les phrases au travers des trous. On regarde automatiquement à l'endroit de la fenêtre où l'on parle et quand l'autre répond, on ne peut plus regarder correctement pendant que l'on tend l'oreille et que l'autre parle et regarde au travers de la vitre. Mais c'en est assez. On ne peut pas décrire comment cela fonctionne réellement.

Quand la conversation est terminée, ce n'est que plus tard que l'on perçoit la dimension que cela a, c'est quand on se lève et qu'on ne peut pas aller vers le visiteur, que la main se heurte contre la vitre au lieu de rencontrer l'autre. Plus un mot sur ce sujet, parce que cette vitre n'est qu'un élément du dispositif complet, beaucoup plus important, de ce qui fait les conditions de détention et que tu connais certainement, puisqu'elles sont partout plus ou moins identiques.

Le ministre de la justice Palm a clairement propagé ses idées ces derniers temps; c'est sa fonction politique pilote qu'il transpose en pratique dans ses super-prisons avec une perfection souabe.

Stammheim, le 1er juillet

a propos du procès de Siegfried Haag, Roland Mayer et Sabine Schmitz:

Le procès de ces camarades s'est poursuivi tout au long du mois d'octobre et du mois de novembre, pratiquement tout le temps en l'absence des prisonniers, déjà exclus de la salle d'audience.

La première accusation, l'organisation d'un hold-up à Cologne n'a pratiquement pas pu être démontrée et a donné lieu à des incidents assez cocasses, ainsi un témoin à qui l'on demandait si les auteurs parlaient sans accent régional, a répondu d'une voix assurée que non. Interrogé si lui pensait parler sans accent, il a répondu que oui. Or il parlait très clairement avec un accent de Cologne plus que prononcé. Ceci montre, ce que l'on sait depuis tout le temps, combien fragiles sont tous ces témoignages.

La presse, elle, par rapport à ce procès reste d'une discrétion exemplaire. Silence, silence, c'est nous le savons la nouvelle tactique des médias par rapport aux accusés restés fidèles à leurs convictions.

Le procès de Klaus Croissant:

Le 16 novembre est passé, pratiquement sans aucune manifestation de solidarité. Un meeting prévu pour cette date a été annulé. Les organisateurs craignaient, paraît-il qu'il n'y ait pas assez de monde. Au nom de quels critères, on se le demande.?

Le procès à Stammheim continue. Nul doute que les juges se réjouissent de pouvoir faire leur petit travail en paix. Nul doute non plus que si cela continue, ils en profiteront pour donner à Croissant le maximum; nul doute non plus qu'alors Croissant refera la une des journaux, pleurant sur les abus de la justice allemande et le sort de leur ami Croissant. Mais qu'auront-ils fait pour lui? Qu'auront-ils fait pour empêcher cela?

Nous publions ici un autre extrait de la déclaration de Klaus Croissant à son procès. Nous n'avons pas les forces suffisantes pour faire plus. Mais nous essayons avec nos moyens de faire le maximum.

Si CERTAINS CAMARADES PEUVENT NOUS AIDER A TRADUIRE LES NOMBREUX TEXTES DES ET SUR LES PRISONNIERS ALLEMANDS ET LEURS AVOCATS, peuvent-ils écrire au journal. Cela nous aiderait énormément et permettrait à l'information de circuler plus rapidement.

L'extrait de la déclaration de Croissant se trouve vers la fin du texte qu'il a lu en octobre. Il y résume ce qu'il pense être le rôle d'un défenseurs politique:

Les défenseurs ne sont ni des policiers, ni des procureurs, ni des juges. Ils ne sont pas des inquisiteurs pas plus qu'ils n'ont pour tâche d'essayer de faire que les prisonniers renient leurs buts politiques et se laissent réintégrer dans le système capitaliste contre lequel ils ont lutté quand ils n'étaient pas encore emprisonnés. Les défenseurs ne sont pas des travailleurs sociaux.

Les accusés doivent pouvoir disposer de toutes les connaissances et informations nécessaires pour une défense optimale. La tâche commune d'analyse de l'impérialisme, "la tâche 24 heures sur 24 d'analyse du système impérialiste" comme le dit la RAF dans le texte à propos de l'action de Septembre Noir à Munich, peut, il est vrai donner à la fois aux prisonniers des connaissances qu'ils peuvent utiliser en cas de mise en liberté du fait de décision de justice du fait d'acquiescement du fait de décision de mise en liberté ou du fait de leur libération pour continuer la lutte armée.

Cette possibilité existe toujours dans le cas de prisonniers appartenant à des mouvements de résistance. Si des éléments du matériel de défense devaient pour cette raison être supprimés, cela signifierait que les prisonniers ne devraient disposer d'aucun journal, revue, ou livre ayant un quelconque rapport à la réalité politique et sociale, parce qu'ils pourraient apprendre quelque chose dans ces textes. Tout guérillero utilise le temps où il est emprisonné pour travailler avec discipline conformément à son identité politique, c'est à dire pour la révolution, sinon pour qui d'autre!

Pour un révolutionnaire tout devient une arme. L'Etat qui veut empêcher cela n'a d'autre solution que de tuer le résistant. L'expérience montre que la RFA est prête à le faire.

L'identité d'un prisonnier ne peut conduire à limiter sa défense. Les défenseurs ne doivent pas, surtout, devenir des censeurs. Le matériel utile pour la défense ne perd pas sa qualité par le fait qu'il pourrait aussi être utilisé par les prisonniers de la guérilla urbaine pour renforcer leur identité. Cette argumentation spécieuse de l'accusation fédérale, la cour de Hambourg ne l'a pas suivie dans le procès contre l'avocat Groenewold.

Les défenseurs ne peuvent pas non plus être les garants de ce que des prisonniers libérés ne rejoindront pas alors la guérilla. C'est un risque que doit courrir l'Etat bourgeois s'il ne veut pas instaurer le droit de guerre. C'est là que réside le danger politique de la revendication faites par certains d'instaurer la "Sicherungsverwahrung" (détention de "sécurité" ordonnée après la date où ayant terminé la peine à laquelle il a été condamné le prisonnier devrait normalement être libéré, n.d.l.r.)

contre les "auteurs d'actes de violences terroristes et ceux qui les soutiennent" dès leur première condamnation. La réalisation de tels projets de lois signifierait pratiquement la reconnaissance de l'état de guerre entre l'Etat et la guérilla urbaine.

La fabrication par l'accusation fédérale d'un délit dans le cas Groenewold et des procureurs de Berlin et Stuttgart contre Stroebel et moi, montre que la défense politique en RFA doit être en fait liquidée. Le système d'information devait permettre aux prisonniers appartenant à un groupe de guérilla anti-impérialiste de mettre sur pied une défense qui devait prendre la forme d'une accusation fondée de l'impérialisme des trusts multinationaux dirigés par le capital US. A son sujet l'on peut lire dans le texte de la RAF sur l'action de Septembre Noir:

"De par ses tendances historiques il est fasciste: exploitation, soumission, extermination, gaspillage, défoliation, destruction d'êtres humains et de terres. Il a préparé le plus grand potentiel de destruction que jamais une classe dominante ne s'était donnée afin qu'après elle vienne le déluge-là où elle ne peut plus rien prendre elle, elle détruit tout; le pays et les hommes, des cratères et des mutilés-Vietnam "

Ce qui devait être obtenu par la criminalisation des avocats, c'est la destruction en fait de l'institution des défenseurs choisis par l'accusé. Le développement de la volonté de persécution de l'Etat qui fait régner un contrôle total en RFA a fait une routine des perquisitions de cabinets d'avocats, de la saisie des dossiers des clients et de la rotation des avocats défendant dans des procès politiques. Le véritable défenseur ne doit plus être celui que l'accusé peut, d'après les règles des conventions internationales pour la protection des droits de l'homme choisir librement, mais le défenseur commis d'office qui apparaît à l'accusation et au tribunal comme digne de confiance, parce qu'il est toujours plus proche de l'Etat que de ceux qu'il doit défendre.

C'est la conception de la défense qui existe dans les procédures devant les tribunaux militaires ou les tribunaux spéciaux ou d'exception. 11) L'Accusation Fédérale met tout en oeuvre pour tromper l'opinion publique sur ce qui est l'objet de ce procès. Ses indications supérieures la campagne terroriste organisée contre moi doit continuer aussi dans cette procédure.

a) Ici, ce n'est plus un défenseur qui est devant un tribunal pour avoir dépassé les limites de la défense, mais c'est un avocat détenu auquel on reproche d'avoir soutenu des "terroristes" ou d'être le "complice des terroristes". C'est ce que le procureur dès le début de ce procès. Suite à une demande de renseignements écrits auprès du tribunal de Stuttgart Bad-Cannstatt, qui d'après la troisième loi anti-terroriste d'avril 1976 doit contrôler l'ensemble des écrits avec mes défenseurs, l'accusation dit même à la forme indicative:

"que l'accusé a soutenu des terroristes"

Les soi-disant terroristes que j'aurais soutenu soi-disant étaient des prisonniers dont j'étais chargé de la défense. On l'a accusé d'avoir commis en liberté des "actes de violences terroristes". Et en fait j'ai soutenu ces prisonniers: en tant que défenseur contre l'appareil de poursuite de l'Etat qui s'est donné pour but de les exterminer en tant que sujets révolutionnaires...

SUR LE PROCES CONTRE IRMGARD MÖLLER

DÉCLARATION DE MON AVOCAT:

Depuis le 18.5.78 le procès contre Irmgard Möller se déroule sans elle et sans ses avocats de confiance. Elle est exclue de la procédure soi-disant à cause d'une incapacité d'assister aux débats qu'elle aurait provoquée elle-même. C'est ce qui est ainsi décrit dans la décision du 23.5.78 du Tribunal de Heidelberg:

"...La situation excluant d'incapacité à assister aux débats (existe quand) elle s'applique à un accusé par son propre comportement et quand est établi également qu'il veut par là s'opposer à la progression des débats principaux, que par sa résistance active à la procédure il se place de situation d'incapacité à assister aux débats en situation d'incapacité à assister au débats..."

Irmgard Möller devait avant et après l'entrée dans la salle des pas perdus, se dévêtir entièrement et mettre de nouveaux vêtements. A partir du jour où elle refusa de se soumettre à ces mesures, elle fut déshabillée de force une fois même avec l'aide de fonctionnaires masculins de la prison. Lors d'une session du 17.3.78 elle fut prise d'une défaillance circulatoire et dut être transférée à l'hôpital Robert Bosch. Les détails de la première phase de la procédure sont renseignés notamment grâce à des déclarations d'Irmgard Möller elle-même dans la deuxième édition de la brochure "Irmgard Möller déclare..." qui peut être obtenue à mon bureau.

Irmgard Möller aurait du déjà être libérée au printemps 77-après plus de cinq ans de détention, bien qu'elle eut déjà été condamnée par le

suite sous le communiqué "action de Hanau"

RFA: COMMUNIQUE D'UNE ACTION ORGANISEE LE 22 OCTOBRE CONTRE LE TRIBUNAL DE HANAU:

Bien que cette action n'ait pas réussi comme l'indique le communiqué, nous tenons à publier ce communiqué qui témoigne que malgré la guerre menée par l'Etat allemand contre tous ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre allemand, la solidarité trouve toujours des moyens de s'exprimer.

Dans la nuit du dimanche 22.10, une charge aurait dû exploser au tribunal de Hanau (Landgericht). Malheureusement, cela n'a pas fonctionné.

Nous avons tout fait pour que personne ne soit mis en danger et donc les préparatifs d'évacuation de l'hôpital situé en face et leurs exploitations publiques ne sont que de la saleté, destinée à dresser les gens contre nous.

Nous voulions attaquer là, bien qu'il existe de meilleurs objectifs, parce qu'il nous importait, en fonction des conditions et des possibilités qui nous étaient données, de donner un signal en octobre 78; Ce mois, il y a un an, personne ne doit l'oublier.

Le 18.10.77, au cours d'une action coordonnée, trois camarades palestiniens du commando "Martyr Halimeh" ont été abattus à Mogadiscio par les flics du GSG 9, dans un appareil de la Lufthansa qu'il avait détourné afin de libérer des prisonniers, et

Andreas, Gudrun, Jan ont été exécutés au septième étage de Stammheim, peu de temps après, Ingrid était assassinée à Stadelheim.

Ceci, c'était la tentative de l'état-major de crise et des services secrets des USA et de l'Allemagne fédérale de réprimer l'offensive de la RAF - après Buback, Ponto, l'attaque contre les bâtiments de l'accusation fédérale et pendant l'enlèvement de Schleyer - et de briser de manière exemplaire la résistance en RFA par l'assassinat des cadres, à Stammheim et Stadelheim.

Les porcs n'ont pas atteint leurs buts. Les camarades, hommes et femmes, à l'étranger ont immédiatement réagi.: manifestations en masses, actions et opérations contre les objectifs ouest-allemands ont été les premières réponses unifiées des militants en Europe de l'Ouest. La gauche à l'étranger découvrit et fit découvrir son ennemi principal: la RFA qui en collaboration avec les Etats-Unis est en train de restructurer le système impérialiste mondial, et - de le souder par des "mesures antiterroristes", et contre les mouvements de libération et les Etats indépendants.

Nous nous sommes reconnus, nous avons retrouvé notre colère, notre peine pour Andreas, Gudrun, Jan et Ingrid, et les trois camarades palestiniens, dans les actions qui ont eu lieu à l'étranger. Ces actions nous ont donné courage pour affronter la vague de paralysie et de distanciation, dont nous avons fait l'expérience face à l'Etat social-démocrate qui a donné le spectacle de son potentiel de violence fasciste, dans de grandes opérations de recherches, interdictions de contacts, blocage des informations et arrestation de la gauche légale, ici, en RFA.

Malgré toute cette terreur, cet Etat successeur du Troisième Reich n'a pas réussi à briser la guérilla. A Berlin, au cours d'une action, remarquable, Till Meyer a été libéré des mains des flics. Le fait que les porcs aient pu l'arrêter avec d'autres quatre semaines après, de même que l'arrestation de Stephan Wisniewski à Paris, sont à mettre sur le compte des nouvelles conditions de l'escalade créées par l'Etat; transformations que nous suivons précisément afin d'apprendre d'elles et afin finalement de les inverser.

Lorsque les flics ont été semés par les camarades après les survols en hélicoptères, la faiblesse de l'appareil et la force de la guérilla qui existe ici, dans ce pays et y lutte, sont apparues. Bien que les flics ont réussi à empêcher cette action, l'Etat a donné dans l'hystérie et la peur. La précipitation après la

RFA: COMMUNIQUE DES COMMANDO-MICHAEL KNOLL ET WILLI PETER STOLL SUR
L'OCCUPATION DE L'AGENCE DPA-FRANCFORT.

* * * * *

Dans le numéro 7 de ce bulletin, nous avons insisté sur les terribles conditions de détention des deux prisonniers de la RAF, Werner HOPPE et Karl-Heinz-DELLWO, qui ont mis aujourd'hui la vie de ces deux prisonniers en grave danger. Une pétition circule pour exiger la libération de Werner (le texte de cet appel se trouve dans le n°6). Briser le silence autour de ces lentes et tranquilles exécutions, montrer qu'au coeur de cet "Etat démocratique" se déroule une guerre dans laquelle les méthodes de répression, les tortures, sont celles qui jusqu'à présent étaient réservées aux peuples du Tiers-Monde pillés par l'impérialisme, avec d'autres raffinements, voilà ce qu'ont voulu les commandos Willi Peter Stoll et Michael Knoll, en occupant l'agence de presse dpa à Francfort, le 6 novembre 78, afin d'envoyer un télex international. Nous publions ici leur communiqué, en précisant que des membres de ces commandos sont aujourd'hui arrêtés et inculpés pour "soutien à une association criminelle" ..

" aujourd'hui, le 6-11-78, le commando Michael Knoll et le commando Willi Peter Stoll ont occupé la rédaction de dpa-Francfort et ligoté le personnel pour diffuser le communiqué suivant à la presse de sarre, rhénanie-palatinat et hesse, ainsi qu'à la centrale dpa de hambourg qui transmet les informations à la presse nationale et internationale.

karl heinz dellwo et werner hoppe sont en danger de mort

karl heinz dellwo, prisonnier du commando holger mains, qui avait occupé le 25-4-75 l'ambassade de rfa à stockholm et fait prisonniers l'ambassadeur et son personnel en vue de libérer 26 prisonniers de la raf, se trouve depuis le 21-9-78 en grève de la faim et de la soif pour protester contre l'aggravation permanente de ses conditions de détention (et exige le minimum accordé par la législation): transfert permanent dans d'autres bâtiments de la prison, suppression de la promenade, suppression quasi totale des visites et limitation du courrier, humiliation par des procédures de fouille et de déshabillage, retard systématique pour le courrier des avocats, raffinement du programme de torture physique et psychique, ainsi que des programmes de diminution et d'extermination.

en représaille à la grève de la faim et de la soif, karl heinz dellwo fut immédiatement battu et traîné dans un "bunker", jeté par terre et enchaîné à des anneaux au sol. Il resta ainsi pendant 49 heures sans même être délié pour uriner, ce qu'il dut faire dans cette position. L'odeur de son urine accumulée à l'air vicié risquait de l'étouffer, le "bunker" n'ayant pas de fenêtres. quand karl heinz dellwo fut délié, sa tête était bleu-rouge.

à peu près trois semaines plus tard, il fut encore soumis à la même torture.

depuis le 18-10, karl heinz dellwo est torturé par nutrition forcée. pour cela, les médecins de la sûreté de l'Etat (staatschutz) emploient une chaise de torture spécialement conçue à cet effet, sur laquelle il est totalement fixé et martyrisé de manière sadique.

dans cette situation, où le gouvernement et l'accusation fédérale ont décrété une interdiction totale de l'information, la guerre psychologique qui vise depuis des semaines karl heinz dellwo, arrive à un sommet et parvient, d'un côté à le présenter comme celui qui tire les ficelles de la raf en liberté, et d'un autre côté comme se différenciant et se contredisant, en construisant des hypothèses sur la raf.

après des semaines d'un harcèlement exemplaire, comme il en a été avec la propagande préparatoire à l'assassinat d'Ulrike Meinhof, la télévision a montré dans ses programmes du soir et a retransmis le lendemain après-midi une émission avec le père, Hans Dellwo.

des mensonges et des insanités sont ainsi diffusées avec psychologie afin que l'opinion réclame sa tête, à tel point qu'on ne discute plus uniquement de sa mort, mais aussi déjà des modalités de son enterrement.

ce développement parle de lui-même: le gouvernement, le bka, et l'accusation fédérale veulent résoudre le problème de la résistance des prisonniers, un an après le massacre de Stammheim, par l'extermination physique.

pour Werner Hoppe, prisonnier de la raf, en isolement permanent depuis son arrestation en 71, la situation correspond à ce qui suit.

après des mois de refus de soins médicaux qui ont récemment été prodigués suite à la pression de l'opinion publique, Werner Hoppe a maigri et pèse aujourd'hui 44 kgs pour 1,76 m.

il a été transféré dans un hôpital à l'extérieur conformément aux ordres du professeur Rasch, expert médical de l'institut de psychiatrie judiciaire de Berlin, qui a déclaré Werner Hoppe inapte à la détention suite à sept années de torture par isolement. alors qu'une décision de libération doit être prise incessamment, son exécution est tirée en longueur par la sûreté de l'Etat qui réclame l'avis de nouveaux experts à sa solde, afin de pouvoir légitimer son retour en prison ou, d'une manière encore plus hypocrite:

une situation durable où la prison est déplacée dans l'hôpital, qui est aujourd'hui encore calme et normalement éclairé, pour que les pièces deviennent d'un vide mortel et pour que la gentillesse des infirmières se transforme en un insupportable cynisme.

en fait, c'est l'institutionnalisation d'une forme subtile de torture blanche, qui touche à la psychiatrie.

une décision autre que la libération de Werner Hoppe, telle qu'elle est réclamée par les conclusions de l'expertise du Dr Rasch, équivaut à sanctionner une condamnation à mort.

par notre action, nous cassons le silence de l'Etat et l'embargo sur l'information, cette solide institution qui permet de rendre à chaque moment les condamnations exécutoires.

depuis le 18-10-77, date du massacre de Stammheim, on assiste partout en rfa ainsi que partout en Europe occidentale, à une militarisation à tous les niveaux. ce nouveau concept de détention pour l'extermination, (des quartiers isolés et protégés électroniquement, des cellules d'acier, stationnement dans les prisons d'unités du gsg 9 contre les prisonniers de la guérilla, procès express débouchant sur une condamnation, prolongation de la détention après avoir purgé sa peine, etc..) est un aspect.

pour les flics: tir à bout portant dans la rue, nouvelles structures policières, services secrets, flics, commandos de protection des frontières (bsg), médias sous l'emprise de la police fédérale criminelle (bka), fichage sur ordinateur, surveillance renforcée, raffles, terreur policière, ...

ce sont là des points précis qui marquent un développement dirigé contre la résistance.

l'Etat est entrain de se remodeler dans sa continuité de politique armée, pour la confrontation militaro-politique ici et dans les métropoles.

notre action est en accord avec la résistance. depuis des années se mènent

RFA/ Suite du texte sur Vogel:

Ces camarades demandaient en effet la libération de Werner Hoppe, Günther Sonnenberg et Irmgard Möller. Ils réclamaient aussi la mise en liberté des 11 camarades arrêtés après l'action contre l'agence de presse dpa, dont nous reproduisons ici le communiqué de l'action et la déclaration de grève de la faim.

(Nous tenons d'ailleurs à nous excuser de la mauvaise qualité, due à des problèmes techniques, de la frappe et du tirage, de certains textes et en particulier de ceux-là).

~~~~~

A propos d'IRMGARD MÖLLER: SUITE

tribunal de Hambourg pour "participation à une association de criminels". Elle fut l'objet d'un nouveau mandat d'incarcération peu avant sa libération sous l'inculpation de faits qu'elle aurait soi-disant commis durant la période de sa participation. Vu le fait que le seul moyen de preuve que l'administration du procureur fédéral a à sa disposition, est le "témoin" Müller déjà caractérisé par les tribunaux comme incroyable dans ses dépositions, la question se pose de savoir si le mandat d'arrêt devait uniquement servir à des fins de sécurité. En tout cas, les conditions de détention en vigueur depuis le 18.10.71 ont pour conséquence qu'I. Möller, UNIQUE TEMOIN DES EVENEMENT D'ALORS, est complètement coupée du monde extérieur.

A la fin de son procès, I. Möller veut faire usage du "mot de la fin" (auquel elle a le droit de par la loi). Ceci aura lieu probablement fin novembre.

(Pour connaître la date exacte, prendre contact par écrit ou par téléphone avec son avocat : Rainer Fromann, Müllerstrasse 144. 1000 Berlin 65. Tel. 461.10.14.)

d'après l'APL, Bruxelles.

~~~~~

RFA/FRANCE. extradition d'un militant allemand réclamée par la RFA.

G. Winter est emprisonné à Fleury. Il a demandé l'asile politique en France.

G. Winter est un militant comme beaucoup d'autres, qui pour lutter contre l'extermination des prisonniers, a travaillé dans un comité de soutien aux prisonniers. Les services de sécurité allemands qui n'ont jamais pu accepter tout travail même légal en faveur de ces prisonniers, cherchent à criminaliser son action. Et G. Winter s'est retrouvé un jour en prison, des écrits trouvés dans un appartement collectif suffisent comme preuve. Libéré avant son procès par les flics, il se rend en 78 en France, où il est arrêté, c'est du moins ce que le flic prétend, pour vol de voiture.

Aujourd'hui, il est menacé d'extradition. Et pourtant, il n'est pas accusé d'être membre d'un groupe de guérilla, il ne lui ait pas reproché d'action politique illégale. Mais, c'est que maintenant, tout cela n'est plus nécessaire. La France ne veut pas de militants politiques étrangers sur son territoire. De même que depuis des années, elle refoule les camarades basques, de même maintenant elle s'est faite la spécialiste de l'extradition des militants allemands.

G. Winter passe en procès le Mercredi 28.8. à 13 heures au Palais de justice de Paris. Il serait nécessaire que le plus possible de camarades s'y rendent, pour empêcher son extradition.

~~~~~



ALLEMAGNE/suite: A propos de Doris Braune et de Dorit Brücher:

Dans le No3 du bulletin, nous signalions l'arrestation de Doris Braune et de Dorit Brücher à Stuttgart. Les deux femmes qui faisaient un travail d'information sur les conditions de détention des prisonniers -- sont en fait accusées d'avoir soutenu activement la RAF. Depuis, elles sont toujours en prison et les flics les incluent fièrement dans leurs statistiques sur les "arrestations de terroristes". Incapables en fait d'arrêter les combattants, ils s'en prennent aux militants et avocats comme l'a encore montré dernièrement l'arrestation de H. Funke, avocat de francfort. Les médias eux se chargent d'endocliner l'opinion publique. C'est ainsi que dans le Welt du 23.8, c'est-à-dire le jour même où éclata la nouvelle de la défaite des flics, on pouvait lire dans un encadré en première page: "chiffres qui parlent d'eux-mêmes...290 policiers spécialisés ont vérifié 9000 pistes. En Allemagne ont été arrêtées Christine Kuby de même que Doris Braune et Dorit Brücher."

En tous les cas, ces flics spécialisés n'ont pas eu trop de mal à se donner (Doris Braune et Dorit Brücher ont un domicile légal, un métier connu). Quand aux preuves, ils n'en ont pas trouvée. Qu'à cela ne tienne, les deux femmes ont quand-même été arrêtées et sont gardées en prison sans qu'aucun chef d'accusation n'ait été prononcé.

Nous devons lutter contre cet arbitraire. Rappelons qu'il est possible d'écrire aux deux femmes. Les adresses:

Doris Braune, Vollzugsanstalt Aichbach, Aichbach, RFA.

Dorit Brücher, Vollzugsanstalt Koblenz, Koblenz, RFA.

La communauté où habitaient Doris et Dorit a publié un texte relatant la perquisition et l'arrestation. Rappelons que les membres de cette communauté ont fondé une imprimerie: Fantasia, qui travaille en liaison avec les groupes qui luttent dans la région.

Voici des extraits de ce récit (publié dans le No2 du bulletin du comité belge de défense des prisonniers politiques en RFA.).

"La perquisition du 18.5 qui dura sept heures et l'arrestation qui en découla, de Doris et Dorit, est la continuation de toute une série de mesures dont le but est de criminaliser et de détruire l'imprimerie et notre travail politique..."

Le matin à 6 heures, 20 à 30 flics du LKA et du LKA (police régionale et police fédérale, et les flics de garde, arrivèrent, armés, encerclèrent la maison et y pénétrèrent de force, bien que l'un d'entre nous se trouvait déjà dans l'imprimerie et les aurait entendu sonner s'ils l'avaient fait. L'affirmation de la police diffusée le jour suivant, comme quoi la police ne serait pas rentrée de force, est donc fautive.

Ils se répartirent dans la maison et demandèrent, en partie avec des armes chargées, aux habitants de sortir de leur lit. Notre demande de voir le permis de perquisition fut d'abord repoussée. Nous n'avons pu appeler un avocat que quand la maison fut occupée... Les agents faisaient comme si ils étaient chez eux, débattaient leur déjeuner et faisaient des remarques idiotes... Vers 13h30, ils avaient fini et chargèrent toutes les affaires confisquées dans deux camionnettes VW.

FURENT CONFISQUES: PLAQUES D'IMPRIMERIE, FILMS, MONTAGES, ET MODELES DE DIFFERENTS APPAREILS D'IMPRIMERIE, PAR EXEMPLE D'UNE BROCHURE D'INFORMATION SUR LES CENTRES DE FEMMES, MONTAGES ET PLAQUES DE JOURNAUX DE LA VILLE ET DIVERSES AFFICHES DE GROUPES POLITIQUES. EN OUTRE LE MATERIEL DE TRAVAIL POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES, LIVRES, BROCHURES, DECLARATIONS ET AFFICHES.

Vers 16h30, ils sont revenus et ONT ARRETE DORIS. DORIT fut arrêtée à Francfort. une demi-heure plus tard.

Nous, personnes travaillant à Fantasia, nous nous comprenons comme partie du mouvement de gauche et antifasciste en RFA et c'est dans ce contexte que nous concevons également l'imprimerie.



Il est important pour toute personne qui veut accomplir une lutte ici de pouvoir disposer de ses propres possibilités de reproduire son contenu, de le publier. Les mass-médias sont aux mains de ceux qui ont le pouvoir politique et qui falsifient ou suppriment tous les textes qui critiquent ou mettent même en question l'Etat.

Nous ne voulons pas avoir de rapports techniques à l'imprimerie, ou alors nous imprimerions tout sans critiquer si nous recevions de l'argent pour cela. C'est pourquoi, nous revendiquons le droit de ne pas imprimer les choses qui sont en contradiction totale avec notre pensée politique. Ainsi, nous avons refusé d'imprimer des commandes au contenu mysogine ou qui voulaient dénoncer de manière fasciste la lutte armée anti-impérialiste.

Nous travaillons ensemble en tant que collectif. Non seulement dans l'imprimerie, mais nous faisons aussi un travail officiel pour les prisonniers de la juste lutte armée anti-impérialiste. C'est ainsi que nous imprimons également des déclarations de ces prisonniers. Nous voulons aussi qu'elles soient publiées dans la presse de gauche et alternative de sorte qu'une discussion au sujet des conditions de détention de ces prisonniers et une estimation de leur politique soit possible.

Nous considérons que c'est une nécessité politique de mener cette discussion et c'est pourquoi nous nous défendons contre notre criminalisation et celle d'autres groupes, qui est exercée ici.

A Berlin, les imprimeurs du collectif "Agit" ont été arrêtés parce qu'ils avaient imprimé "l'Info" berlinois (journal de Berlin). Gerd Schnepel de la librairie "Polit" d'Erlangen fut condamné en première instance ; deux ans de prison pour avoir édité et vendu le livre "Lutte contre l'extermination". Par ces exemples, il est clair que l'Etat a pour but d'empêcher tout débat qui se dirige contre lui, par des arrestations, la censure face à l'opinion, qu'il cherche à intimider toute propagande de gauche et à lui interdire la parole.

Les mesures les plus évidentes sont prises par l'Etat pour exterminer les prisonniers qui appartiennent aux groupes de lutte anti-impérialiste et pour criminaliser les groupes qui les soutiennent.

C'est ainsi que:

C'est ainsi que:  
-depuis 1972, les prisonniers sont soumis à un programme d'extermination et à l'isolement qui a pour but de détruire leur identité et de les forcer à parler.

- depuis 1974, 8 prisonniers de la RAF ont été assassinés dans les prisons de la RFA. Pour pouvoir exécuter ce programme d'extermination sans contrainte, les avocats qui rendent publiques les conditions de détention sont intimidés ou arrêtés, comme les avocats Klaus Croissant, Arndt Müller et Armin Newerla, et ce aussi afin de rendre impossible la défense politique.
- les groupes et personnes qui travaillent au sujet des conditions de détention, sont systématiquement criminalisés, comme le groupe "Lutte antifasciste" à Kaiserslautern, et Rosi Priess, Johannes Thimme, Sabine Schmitz, Uwe Folkerts ou aujourd'hui Doris Braune et Dorit Brücher.

La méthode d'après laquelle, ces arrestations sont effectuées, la légitimation devant le public est toujours la même. Une quelconque liaison avec des groupes illégaux ou la participation directe à des actions militantes sont toujours invoquées. La vraie raison politique, c'est-à-dire le travail pour les prisonniers politiques, n'est jamais donnée... belge

(extraits du texte publié dans le bulletin No1 du Comité de défense des prisonniers politiques en RFA. Nous avons repris le texte français pratiquement tel quel malgré les quelques erreurs de formulation, qui cependant ne gênent pas la compréhension).

comprehension).



PALESTINE /-LIBAN : Suite de l'interview du Commandant Selman, à propos de Tel-Zaater

Dans les deux premières parties de cete interview, le commandant Selman, officier du "Fatah", a expliqué comment, alors qu'ils étaient chassés par les sionistes, dès 1961, des centaines de Palestiniens se sont regroupés dans le camp de Tel-Zaater, jusqu'à y être 20 000, et comment, alors qu'ils étaient déjà assiégés par les Mmilices isolationnistes, ces habitants se sont organisés dans le camp pour résister 53 jours aux attaques et aux bombardements. L'interview a été reprise dans "Révolution Africaine", organe central du FLN algérien, dans son n°758 (30-8-78). Nous terminons la publication de ce texte:

R.A. Comment se présentait la situation sur le plan militaire à Tell-Zaater à l'aube du dernier jour de la bataille ?

COMMANDANT SELMAN: Le soir du 12 août 76, nous avons reçu l'ordre du commandement de la Résistance, de procéder au retrait des hommes armés de Tell-Zaater. L'ordre a été transmis ensuite le soir même par moi aux autres responsables du camp. En vérité, je n'avais pas pu procéder à ce retrait dès le premier jour avant que je n'informe les autres responsables militaires de cette décision... Et il était déjà minuit. Il nous était impossible de sortir. Nous nous sommes retrouvés, les autres responsables militaires et moi, seuls, sans aucune protection militiare car les combattants s'étaient déjà retirés.

Nous avons été surpris alors de constater que les forces ennemies, aidées par les hommes de la Saika, avaient pénétré dans le camp. La Saika avait immédiatement informé les dirigeants de la droite libanaise du retrait des défenseurs du camp de Tel-Zaater. Je me suis alors dirigé vers un endroit retiré du camp pour m'enquérir de la situation de la population civile et du sort des autres fidayine. J'ai trouvé à ce moment-là près de 110 combattants et civils. Nous nous sommes constitués en cercle de défense, en guise de barricade, et nous avons réussi à tenir encore une autre journée.

Dans la nuit du 13 août, des éclaireurs palestiniens avaient inspecté les lieux de combat, ouvert une brèche qui nous permit de trouver une solution au retrait des hommes armés du camp.

Evidemment lors de la dernière journée, nous dûmes affronter encore des escouades ennemies, tuant parmi elles 14 miliciens. Nous avons récupéré leurs armes ainsi que leurs cartes d'identité. Puis, nous quittâmes le camp en prenant la direction des hauteurs, avec 110 combattants, tous jeunes...

R.A. Que s'est-il passé après la prise de Tel-Zaater par les forces de droite?

COMMANDANT SELMAN : Tout Palestinien dont l'âge se situait entre 10 et 40 ans, a été égorgé ou criblé de balles. Les jeunes filles ont été enlevées et violées. Dans la panique généralisée qui a suivi la prise du camp, des dizaines de femmes, d'enfants ont été massacrés. Le dernier jour seulement, il y avait 1500 personnes tuées. Ils ont écartelé des Palestiniens en leur arrachant les bras à une voiture et les jambes à une autre; tous les actes de barbarie primitifs ont été commis contre les derniers rescapés de Tell-Zaater.

R.A. Si Tell-Zaater était à refaire ?

COMMANDANT SELMAN: Je répondrais sans hésiter oui, je suis un combattant au service de ma cause. Je suis disposé à aller n'importe où, quel que soit le danger. Je suis un fidaï. Et si l'occasion se présente, je suis prêt, et ce serait un grand honneur pour moi de retourner à Tell-Zaater ou de vivre, une nouvelle fois, une autre grande bataille. En réalité nous n'avons pas souhaité lutter pour récupérer Tell-Zaater, mais pour réaliser un rassemblement révo-



Palestine / Liban -- suite ) = = = = =

-lutionnaire. Car Tell-Zaater est une partie intégrante du territoire libanais. Pour nous, il ne constituait seulement qu'un point de liaison entre le secteur ouest et celui de l'est.

R.A.: Tel-Zaater évoque pour bien des observateurs d'autres noms: Karameh, Kfar Shouba, ou Amman durant les massacres de septembre noir 1970....

COMMANDANT SELMAN: Tous les combats qui ont eu lieu au Liban se ressemblent, mais Tel-Zaater qui a vu un soulèvement populaire palestinien et qui a pris le nom de "camp de Karameh", a atteint un haut degré d'organisation de combativité contre l'ennemi. Et ceci n'a été possible que grâce au grand nombre de jeunes qui y habitaient et qui avaient déjà pris part à tous les combats en Jordanie et au Sud-Liban. Evidemment, la liquidation de Tel-Zaater a été le prolongement de l'exécution du complot contre la Résistance palestinienne.

(.....)

R.A.: Avez-vous quelque chose d'autre à ajouter ?

COMMANDANT SELMAN: Je voudrais dire que Tel-Zaater a prouvé que quel que soit le nombre réduit de combattants, on peut faire face à n'importe quelle force, à condition qu'il y ait une ligne de conduite politique bien définie ainsi qu'une mobilisation effective des masses.

Tel-Zaater restera le symbole de sacrifice de la Résistance palestinienne."

TURQUIE: contre-guerilla.

Nous reprenons cet article de l'apl-belge, (42 rue Faider, 1050 BRUXELLES) publié sous le titre: "la guerre spéciale contre les Kurdes"

" Infiltration dans "unetribu ennemie", "destruction de la population en 300 secondes", telles sont les séquences d'une manoeuvre militaire opérée le 14 septembre par des commandos de la gendarmerie turque en Anatolie orientale dans la région kurde de Yüksekova (province de Kakkari) à 40 km de la frontière irano-turque. L'exercice n'a rien négligé: ni une attaque préalable de la "tribu ennemie" au moyen de chasseurs Phantom, ni une mise en scène au cours de laquelle des soldats déguisés en nomades, hommes et femmes, ont joué le rôle de civils promis au massacre. Dirigée par le général Selami Ilhan, commandant de la 21<sup>e</sup> brigade de gendarmerie, l'opération s'est faite en présence du haut commandement de la gendarmerie en la personne du major-général Sedat Celasun et du gouverneur de la province M. Altay Utkan et a été l'occasion pour les militaires d'affirmer qu'en cas de guerre ou d'insurrection de telles opérations se répèteraient et que le temps mis à détruire la population pourrait même être réduit;..

Cette manoeuvre, baptisée AILE J-78, est cependant plus qu'un exercice de style monté par des militaires. En fait, ce simulacre fait suite à de réelles opérations militaires qui, au cours des derniers mois et dans cette même province, ont entraîné la mort de 700 combattants kurdes, appartenant à l'Union Patriotique du Kurdistan; l'exercice du général Selami Ilhan serait par ailleurs et selon toutes les apparences planifié par l'Organisation de Contre-guerilla dont le commandement échoit au Département de la Guerre Spéciale des Forces Armées Turques. Si la saisie d'un quotidien turc publiant en juin dernier contribue à maintenir le secret sur les activités de cette Organisation, quelques détails apparaissent malgré tout au grand jour. Un ancien juge militaire, M. Emin Deger, a révélé, rapporte l'Agence Info-Türk, l'existence de liens étroits entre Contre-Guerilla et l'administration américaine: l'entraînement est orga-



## EUSKADI: COMMUNIQUE DE E.T.A. AU PEUPLE BASQUE.

Communiqué de ETA à propos de l'exécution à Madrid le 21-7-78 de deux militaires de l'armée espagnole:

" E.T.A. Organisation Socialiste Révolutionnaire Basque de Libération Nationale, assume la responsabilité de la double exécution, qui a eu lieu hier 21 juillet à Madrid, des membres de l'Armée espagnole, le général de Brigade Sanchez Ramos et le lieutenant-colonel Perez Rodriguez.

Le peuple Basque vient d'être victime dans les premiers quinze jours de juillet, d'une des agressions les plus brutales et planifiées que nous pouvons nous rappeler depuis la prise du pouvoir par le franquisme il y a quarante ans. Les événements lamentables de Iruina, Donostia (quartier de Egia) et Renteria ont supposé une escalade répressive parfaitement coordonnée dont l'ampleur politique dépasse largement les plans du gouvernement en ce qui concerne la police.

Bien que le gouvernement espagnol et son ministre de l'intérieur Martin Villa s'efforcent d'occulter et justifier la réalité des faits sous un rideau d'arguments sans sens, bien qu'ils essaient de minimiser leur gravité au comportement "incontrôlé" et "irresponsable" de certains dirigeants des forces répressives, dont ils qualifient les actions "d'erreurs inexplicables", ETA est entièrement sûre que de tels actes ont obéi à un plan minutieusement élaboré et dirigé des plus hautes sphères du sommet suprême qui possède le pouvoir réel du régime de dictature militaire: l'Armée Espagnole.

Nous sommes conscients que notre information tranchante provoquera probablement une surprise dans la grande majorité de l'opinion populaire, y compris les secteurs politiques les plus préoccupés d'analyser les causes et de présenter des solutions à la situation problématique dans laquelle se débat le peuple travailleur basque dans son affrontement avec l'Etat espagnol oppresseur. Mais, comme nous n'avons pas le moindre doute, nous répétons à nouveau, l'exprimant avec plus de clarté, que les événements qui ont provoqué la mort du combattant German Rodriguez et des dizaines de blessés en plein milieu des fêtes de "San Fermines" en Iruina, prologue initial d'une terrifiante séquelle répressive dont la continuité s'est étendue à Donostia, avec la mort d'un autre combattant, Jose Ignacio Barandiaran, et à Renteria, avec plusieurs blessés par balles et les excès sauvages connus de tous, ont été perpétrés sous la responsabilité directe de l'Armée espagnole avec des directives concrètes émanant de son haut Etat Major.

Assassinats, actes de vandalisme et pillage, usage indiscriminé des armes à feu, ont été le funeste bilan fruit des ordres distés par les plus hauts dirigeants militaires à certaines unités des forces répressives pour atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé: mettre à feu et à sang Euskadi. En définitive, une action qui n'a pas moins de mérite que celles de l'armée française et ses tristement célèbres parachutistes pendant ses guerres coloniales contre les peuples algérien, vietnamien, etc.. ou n'importe quelles actions des Etats capitalistes européens et nord américains contre les peuples colonisés soumis à leur joug et à leur soif d'expansion impérialiste.

Dans le cas d'Euskadi, l'armée espagnole a utilisé certains commandos spéciaux de la police armée pour déclencher sur certaines parties de notre peuple ce qui, en terme militaire, s'appelle une "opération de représailles".

La motivation de cette opération militaire se vérifie facilement. Le peuple travailleur basque ne s'est pas laissé prendre dans la subtile toile d'araignée que le Gouvernement Suarez a tissée en collaboration avec les partis et institutions réformistes avec les fils intégrationnistes de son programme de



Réforme. Jour après jour, nous, les travailleurs basques, avons pris conscience des tromperies cachées derrière la fausse "démocratie" espagnole que l'on voulait nous imposer et avons compris que les intérêts nationaux et sociaux que nous défendons en tant que peuple et en tant que classe, nous ne pouvons les obtenir qu'en les arrachant à la bourgeoisie centraliste par la combinaison de l'action de masse et de l'action armée. En ce sens des formes d'organisation et d'autoorganisation d'assemblées sont en train de se consolider dans le peuple qui, en marge des voies parlementaires du pacte et de la négociation, font avancer la lutte de mobilisation populaire et la lutte armée de ETA, et ont anéanti avec fracas le plan d'accalmie et de stabilisation de la Réforme en Euskadi.

Jusqu'à présent l'armée, se vantant de sa prétendue neutralité politique, semblait rester impassible devant l'évolution du processus politique en l'approuvant ou le critiquant de l'ombre, dans la mesure où celui-ci servait ses intérêts concrets, il lui suffisait simplement d'exhiber lors d'occasions choisies, -- comme dans le cas du dernier Aberri Eguna et du débat sur les Canaries -- la force politique des armes pour créer une atmosphère de "réelle menace" et de dissuasion face à tout groupe ou ligne politique défendant des attitudes progressistes qui au fond nuisaient ou attaquaient ses sacro-saints principes de défense de "l'Unité de la Patrie", Monarchie, et Sécurité de l'Etat bourgeois. Il suffit d'observer les adulations mielleuses et les gestes révérencieux du PCE et du PSOE devant les Forces Armées pour s'apercevoir de leur peur.

Par contre, en Euskadi, la lutte populaire dans laquelle s'inscrit l'activité armée de ETA a gagné une force telle que ces principes que l'armée défend avec tant de ferveur sont sérieusement mis en danger.

Quelle a été sa réaction devant cela ?

La mentalité militaire ne connaît qu'une façon de chercher une solution aux problèmes: en appliquant la Loi Martiale, la loi des armes qui, unie à l'idéologie fasciste de laquelle est revêtue toute sa structure monolithique et hiérarchique, nous donne comme résultat "l'opération représailles" dont nous venons d'être victimes dans plusieurs zones d'Euskadi Sud.

D'un autre côté, l'objectif à atteindre par cette manœuvre était très simple, punir les zones dans lesquelles les forces révolutionnaires du peuple ont acquis et développé un plus haut degré de combattivité. Ainsi, les cibles concrètes choisies lors de leurs attaques sont Iruina, Renteria, et certains quartiers de Donostia, parce que tous sont des lieux où pendant les derniers mois le développement de la lutte a atteint un niveau de prise de conscience élevé qui a eu pour conséquence une plus grande radicalisation dans l'affrontement.

"L'opération de représailles" indiscriminée mais coordonnée se dirige systématiquement vers le massacre de l'ensemble de la population, avec comme objectif, imposer un climat d'insécurité et de terreur collective qui serve de punition exemplaire pour éviter ou au moins minimiser les futures activités du mouvement populaire; en même temps il met en évidence la présence dans la rue d'un potentiel armé qui est prêt à intervenir à n'importe quel prix pourvu qu'il maintienne et réaffirme l'autorité de l'Etat bourgeois et les lois fondamentales établies sous "sa baguette".

Un processus logique auquel fait appel toute dictature militaire quand l'appareil institutionnel classique et répressif du gouvernement est incapable de freiner la poussée croissante des forces révolutionnaires.



Euskadi -- communiqué d'ETA, suite ) = = = = =

C'est dans le contexte de cette analyse qu'ETA a décidé en conséquence d'attaquer l'armée espagnole dans son territoire, Madrid, en exécutant deux membres qualifiés et représentatifs de la hiérarchie du pouvoir militaire en représailles à la campagne organisée par celle-ci contre le peuple basque.

Nous avons attendu jusqu'après le 18 juillet, bien qu'ayant pu agir avant, pour éviter les fausses interprétations qui auraient pu manipuler le sens de cette action en la présentant comme une "vengeance" commémorative de cette date historique pour le fascisme espagnol. Jamais ETA n'a agi, agit ou agira par vengeance, nous avons simplement réalisé une action militaire qui renvoie le coup que l'ennemi, ici l'armée espagnole, a d'abord porté contre notre peuple.

Que cet avertissement de fait serve à montrer que ETA n'est pas disposée à tolérer plus d'abus ou d'agressions contre les droits nationaux et sociaux des travailleurs basques, et si ceux-ci se produisent elle saura répondre de la façon la plus adéquate et au moment le plus opportun, toujours avec la conviction de continuer la lutte révolutionnaire vers l'objectif final d'une Euskadi Indépendante, Réunifiée, Socialiste et Euskaldun.

Nous soulignons spécialement cet avertissement à l'armée espagnole en insistant sur le fait que si elle recommence à provoquer de nouvelles interventions militaires contre notre peuple, ou si elle adopte des mesures qui portent préjudice à ses aspirations politiques immédiates, nous nous verrons dans l'obligation d'aller à sa défense en l'attaquant là où cela lui ferait le plus de mal.

GORA EUSKADI ASKATUTA !

GORA EUSKADI SOZIALISTA !

EUSKADI TA ASKATASUNA

E.T.A.

22 juillet 1978."

° -- 18 juillet 1936, date du "pronunciamento" de Franco, début de la guerre civile.

Aberri Eguna, fête du peuple basque.

=====

FRANCE: communiqué revendiquant l'action contre la prison de Bois-d'Arcy

Nous reprenons ce texte envoyé au courrier des lecteurs du journal Libération sous le titre: "La mangouste et le Cobra"

" Il était une fois un groupe d'individus vivant dans une société démocratique-libérale-avancée, termes politiques servant à signer un système social basé sur l'asservissement, la coercition, la punition, c'est-à-dire visant à l'anéantissement de l'individu, et ayant créé pour cela des écoles-prisons, des usines-prisons, des prisons-prisons...(ces dernières servant à séquestrer les individus ayant réussi à se sortir à peu près indemnes des premières).

Ces individus décidèrent donc un jour de s'attaquer à l'Intolérable, et choisirent comme objectif ce qui leur sembla être le symbole le plus représentatif de ce système: les prisons-prisons. Il faut préciser qu'au moment où ils décidèrent de passer à l'action, les gouvernants de ce pays préparaient toute une série de lois visant à durcir le régime pénitenciaire, et faisant construire



france -- suite du communiqué sur l'action de Bois-d'Arcy ) = = = = =

pour cela de nouvelles prisons appelées prisons-modèles. Les individus fixèrent leur choix sur une de ces prisons-modèles en cours d'édification à Bois-d'Arcy, et c'est ainsi que par une belle nuit de novembre quelques particules d'Intolérable volèrent en éclat.

Ces individus ne faisant partie d'aucun groupe ou organisation politique et n'ayant pas d'idéologie à diffuser, bien au contraire puisque cela faisant partie de l'Intolérable qu'ils combattaient, ils ne se donnèrent pas la peine de revendiquer leur action, se réservant ce droit dans le cas où des charognards, fort nombreux dans ce système-pourrissoir, se manifesteraient. Ce qui arriva, en effet. Deux jours plus tard, un certain commando Cobra s'appropriait l'action pour protester, disaient-ils, contre les QHS et l'incompétence du Ministre de la Justice. Nul doute que ces nécrophores ne seraient jamais sortis de leur trou si les QHS n'avaient pas existé et si le ministre de la Justice avait été compétent... Mais ce qui amusa surtout nos individus, ce fut les menaces de mort contenues dans le communiqué de ces Cobra. En ce temps-là le ridicule ne tuait toujours pas... Car s'il avait tué, il aurait fait une autre victime en la personne de Monsieur Livrozet, ex-prisonnier affranchi et complètement intégré au système, qui avait gagné, à force de compromissions, le droit de s'exprimer pour défendre l'Intolérable. Il s'exprima donc dans l'Aurore, organe s'il en était du Pouvoir, pour condamner ce qu'il appela un "attentat aveugle", estimant "qu'il eut été préférable de s'abstenir, cette prison étant destinée à remplacer les deux bâtiments vétustes de Versailles". La chronique ne nous dit pas quelle était la position de ce monsieur Livrozet sur la peine de mort, par exemple, car en ce temps-là on guillotinaient toujours les "irré récupérables", mais à travers ses déclarations nous pouvons le classer sans risque d'erreur, parmi les humanistes-progressistes de l'époque, qui se battirent durement pour remplacer la guillotine par la piqure.

PS: afin d'authentifier cette action nous sommes en mesure de donner les précisions suivantes:

- 1) les charges étaient au nombre de 5, et non pas 4 comme il a été dit, chacune d'elles étant composée d'environ 10 kgs de plastic.
- 2) le mirador détruit est celui qui se trouve à gauche lorsqu'on se place face à la porte d'entrée (de l'extérieur). (+)

RePS: Nous apprenons en dernière minute que d'autres charognards se sont manifestés au nom d'une certaine Solidarité Anarchiste. Quelle misère !..."

(+) cf photo de couverture..

=====

France: encore resserrer l'étouffement des prisons .....

Le texte suivant nous est parvenu:

" Un projet de loi, présenté par M. PEYREFITTE, Garde des Sceaux, a été adopté par le Parlement en octobre 78, dans une précipitation bien en rapport avec l'importance de ce texte et bien en mesure avec le délire d'ordre paranoïaque qui s'installe aussi bien dans les prisons européennes que dans tous les aspects de la vie sur laquelle l'impérialisme actuel étend sa domination.

De quoi s'agit-il ? De deux mesures particulièrement répressives à l'encontre des prisonniers.

- 1) L'institution de "périodes de sûreté": pendant cette période, le détenu condamné ne pourra bénéficier d'aucune suspension ou fractionnement de la peine, d'aucune permission de sortie, d'aucune semi-liberté ni de libération conditionnelle. Cette "période" serait facultative pour les détenus majeurs condamnés



à des peines au moins égales à 10 ans, et serait prononcées par les juridictions dans les cas de criminalité "grave et odieuse" (Peyrefitte) tels que: homicide, blessures volontaires avec préméditation, séquestration de personnes, vol qualifié avec arme, vol avec violence, proxénétisme, trafic de drogue et... détournement d'avion (étendue de la criminalisation des actes de résistance politique) cela concerne environ 200 à 300 détenus par an. Cette mesure serait obligatoire dans tous les autres cas, lorsque la juridiction prononce une peine au moins égale à trois ans. La durée de cette "période de sûreté" serait comprise entre la moitié et les deux-tiers de la peine totale; en ce qui concerne les condamnés à perpétuité, elle serait de 15 à 18 ans. C'est la juridiction de jugement qui prononcerait l'application de ce régime.

2) la modification de la procédure d'octroi des permissions: dans le cas des détenus condamnés à des peines supérieures à trois ans, (environ 5500 personnes actuellement, sur 19000 condamnés détenus), les permissions seront accordées non plus par le seul Juge de l'Application des Peines (1), mais à la majorité de la Commission de l'Application des Peines où seuls auront voix délibératives le juge, le procureur et le chef d'établissement. Dans le cas de criminalité "violente" ou "grave", c'est-à-dire celles mentionnées pour le régime de sûreté facultatif, la décision devra être prise à l'unanimité, ce qui signifie que le représentant du parquet (le procureur) et le chef de l'établissement pourront chacun s'opposer à toute permission qui gênerait fort l'Administration Pénitentiaire ou la Chancellerie.

Face au développement de la lutte contre les Quartiers de Haute Sécurité, le Pouvoir se devait de ne pas perdre de temps, et ainsi obligea les parlementaires, par une procédure d'urgence quant au passage de ce projet de loi devant le Parlement, à bouleverser leur emploi du temps, afin de permettre au ministre de la Justice d'avancer rapidement dans l'institutionnalisation des régimes de sûreté dans les prisons. Les QHS ne seront donc plus "réservés" à quelques détenus qualifiés de "dangereux" par l'Administration Pénitentiaire, mais deviendront un régime, régi par la Loi, destiné à des centaines de prisonniers. La Haute Sécurité étend rapidement ses bras de pieuvre afin d'étouffer toute voix rebelle, tout cri d'alarme, toute lutte.

Et ce avec la complicité du Parti Communiste, lequel a voté pour ces "périodes de sûreté" et s'est abstenu quant au régime restrictif des permissions. L'un de ses représentants à l'Assemblée, Maxime KALINSKI, a tenu le même langage que le ministre de la Justice: "Des mesures de répression s'imposent contre toute attaque qui attente à l'intérêt public. Nous sommes en faveur des mesures qui mettent un terme à un libéralisme injustifié envers des détenus dangereux."

Mais cette loi votée par le Parlement se trouve actuellement l'objet des débats du Conseil Constitutionnel qui a été saisi par les députés socialistes. C'est ce même Conseil Constitutionnel qui a déjà cassé la loi votée par le Parlement et proposée par le ministre de l'intérieur de l'époque, Michel PONIATOWSKI, relative à la fouille des véhicules.

La loi en question aujourd'hui est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans le cadre européen de normalisation judiciaire. Il est à noter que, discrètement, M. PEYREFITTE fit allusion, lors du passage de son projet de loi au Parlement, à la réunion des Ministres de la Justice Européens qui s'est tenue une semaine auparavant au Luxembourg. Cette loi a pour conséquence juridique, entre autres, une diminution considérable des pouvoirs du Juge de l'Application des Peines, magistrat indépendant. Il est vrai que la France est le seul pays à posséder un Juge de l'Application des Peines, et qu'à cette réunion ses collègues firent part de leur étonnement à PEYREFITTE quant à l'existence de cette "institution", ce qu'il fit remarquer devant le Parlement.



Il serait temps de s'inquiéter de l'évolution judiciaire en France, et de lutter contre le projet qui l'ordonne: la normalisation judiciaire et policière européenne. Très peu de publicité a jusqu'à présent été faite à la réforme du Code Pénal français, sur laquelle les travaux ont commencé. Pourtant elle s'inscrit dans le projet de normalisation des Codes Pénaux européens, premier pas dans la réalisation de l'Espace Judiciaire Européen proposé l'année dernière par Giscard d'Estaing, et dont le texte devra être prêt pour le prochain sommet européen à Paris le 10 avril 1979. Autre exemple actuel: la tentative, (dans laquelle on retrouve aussi bien le Ministère de la Justice que les médias) de discréditer la fonction d'avocat comme on l'a vue se développer en Allemagne Fédérale.

Plus immédiatement, quelles peuvent être les conséquences d'une telle loi ? D'ores et déjà, nous pouvons prévoir un sentiment de ras-le-bol et des réactions de révolte de la part des détenus que l'on étouffe à petit feu. Petit à petit le Pouvoir rogne sur toutes les mesures d'assouplissement des conditions de détention qu'il a été obligé d'accorder après les révoltes généralisées de '74. Or, il semble que PEYREFITTE sache très bien quelles seront les conséquences d'une telle loi, à savoir de nouvelles révoltes dans les prisons, ce qui lui permettra à posteriori de justifier ses mesures répressives. Les CRS n'ont pas oublié eux non plus les mutineries de 74, et il semble qu'ils pourront, si de nouveaux mouvements collectifs apparaissent dans les prisons françaises, se dévouer sadiquement, et qu'ordre leur sera donné de ne pas chercher à négocier (en cas de prise d'otages par exemple) mais de foncer dans le tas.

Et nous, dehors, gens "libres", que ferons-nous quand les détenus commenceront à se révolter et qu'ils auront affaire à la réalisation de leur anéantissement physique programmé ? Resterons-nous cul-assis quand ils se feront massacrer, ou aurons-nous avec eux une solidarité active, celle de frères de la misère ? Dès aujourd'hui, il ne faut pas attendre ces massacres prévus en haut lieu, et lutter avec nos moyens contre l'établissement des Quartiers de Haute Sécurité, comme de toutes les mesures répressives qui ne cessent d'apparaître afin de masquer encore mieux ceux qui n'ont déjà pas droit à la parole.

Notes:

(1) Les Juges d'Application des Peines sont des magistrats indépendants. On retrouve parmi eux bon nombre de membres du syndicat de la Magistrature. Le pouvoir a donc tout intérêt à restreindre leurs compétences. "

FRANCE : ATTENTION PROVOCATION !

Nous avons eu connaissance depuis plusieurs mois de publications venant d'un groupe se disant "groupe autonome Matin Noir", puis "groupe anti-impérialiste Matin Noir". L'adresse portée sur les brochures correspond à celle de Michel et Chantal THIBAUT. Michel Thibault a fait partie pendant plusieurs mois du Comité de Soutien aux Prisonniers de la RAF auquel appartenaient plusieurs membres de la rédaction d'Actualité de la Résistance anti-impérialiste. Chantal Thibault y a participé pendant deux mois. Début juin 77 nous apprenions dans un article ordurier de Minute contre lequel plainte a été déposée-- que Michel T avait été candidat aux élections législatives d'une organisation fasciste, le Front National il y a quelques années. Jamais celui-ci n'en avait parlé aux autres membres du Comité. Il avait seulement parlé de son activité de militant à la CFTD, qui a été vérifiée. Sa soeur était également membre d'Ordre Nouveau et



France: provocation, suite:

avait travaillé à la rédaction d'une revue d'extrême-droite, spectacles du monde. Les membres du comité avaient alors pris deux décisions:

- 1/ exclusion de Michel et Chantal T.
  - 2/ dissolution du comité de soutien aux prisonniers de la RAF.
- parce que de toute façon, les membres du comité ne voulaient ni ne pouvaient plus continuer leur apport à la lutte anti-impérialiste sous cette forme, et aussi pour ne pas donner lieu à des provocations et à des amalgames faciles.

Nous précisons, puisque Matin Noir, cite Actualités, que nous avons refusé tout contact avec Michel et Chantal Thibault, de quelque sorte que ce soit depuis juin 77.

Etre cité par ce groupe nous apparaît donc comme une provocation.

Avant son exclusion, sommé de s'expliquer, Michel T. n'a pas accepté de dire tout ce qu'il savait sur les organisations fascistes où il avait occupé de très importantes responsabilités et où il militait depuis très longtemps.

On lira à profit le livre de Frédéric Laurent "l'Orchestre Noir" où il montre comment, en particulier d'anciens fascistes ont essayé d'infiltrer des organisations révolutionnaires ou de les discréditer.

Nous précisons que Michel T., avant de faire partie d'Ordre Nouveau, a participé à un groupe d'extrême-droite, composé presque uniquement d'agents de renseignements.

Toutes ces informations afin d'éviter à des camarades sincères d'être victimes de provocations.

Actualités de la résistance anti-impérialiste.

France, pays de la justice clémentine.

Deux poids, deux mesures, la balance, symbole de justice, n'est pas très équilibrée. Cela n'est plus à démontrer pour la justice française, et deux libérations constituent deux nouvelles preuves de l'impunité dont jouissent les milieux d'extrême-droite: Spaggiari, arrêté puis remis en liberté; et il y a quelques jours aussi, un des membres du commando fasciste qui a attaqué les locaux du PCF à Marseille a été remis en liberté (ce n'est pas lui, n'est-ce pas qui a lancé la grenade...!), bien que les flics aient retrouvé chez lui des armes de toutes sortes (les sympathisants NAFAP accusés de port d'armes avaient été condamnés à 5 ans fermes et deux avec sursis.).

Le groupe qui a revendiqué cette action, s'appelle "Commando Delta". Ceux qui ont assassiné un membre de l'amicale des algériens en Europe, s'étaient aussi donnés le nom de Commando Delta, c'est aussi le nom que s'étaient donnés les assassins Henri Curiel, et que se donnent ceux qui menacent aujourd'hui encore la vie de certains camarades.

Et pourtant, la police reste impuissante!, les crimes restent impunis, et les menaces restent présentes. Ainsi un groupe portant, eh hasard! ce même sigle a fait savoir qu'il s'en prendrait aux "terroristes basques" réfugiés en France. Non seulement la police ne semble pas vouloir s'intéresser aux activités de ce groupe, mais encore, elle remet en liberté, justice aidant, un homme que l'on pouvait soupçonner d'en savoir un peu plus sur cette organisation.

La police et la justice suivent parfois de drôles de voies!

Le Larzac.

Actualité de la résistance anti-impérialiste appelle à se joindre à toute initiative de soutien aux paysans du Larzac, et à fêter dignement l'arrivée des marcheurs. Le Larzac faisait partie du plan générale de militarisation de la méditerranée, en vue de la défense des intérêts capitalistes. Les paysans du Larzac ont par leur action remis en cause ce plan, fait en partie reculer l'armée et ont dû mener une lutte longue et extrêmement difficile. Les dernières décisions de l'Etat français montrent que celui-ci n'a pas renoncé à son plan. Les marcheurs du Larzac montrent eux qu'ils n'ont pas renoncé à leur lutte.

SOUTIEN AUX PAYSANS DU LARZAC.



Turquie: contre-guerilla, suite ) =====

-nisé par les Etats-Unis, le Département de la Guerre Spéciale à Ankara abrite dans son immeuble la mission d'assistance militaire américaine et ses officiers suivent des cours aux Etats-Unis avec du matériel didactique publié par la CIA. L'objectif de l'Organisation de Contre-Guerilla est de mobiliser les forces armées non seulement en cas d'agression étrangère mais encore en période d'insurrection, aussi quand dans de nombreux documents officiels l'insurrection est définie comme étant l'opposition politique et sociale contre l'ordre établi dans le pays il est possible de mieux préciser le rôle de Contre-Guerilla...

D'autre part, il est permis de constater certaines concordances d'objectifs entre le Département de la Guerre Spéciale et les Loups Gris, mouvement d'extrême droite dirigé par le colonel Alparslan Türkeş. Türkeş, à la tête des Boz Kurt (loups gris) qui périodiquement se lancent dans des actions terroristes souvent meurtrières contre des mouvements de gauche et les organisations syndicales indépendantes, est connu pour son appui à la prise de pouvoir par les Forces Armées Turques en mars-avril 71. A cette époque, déjà leader incontrôlé de l'actuel parti d'Action Nationaliste, il a participé à un gouvernement au-dessus des partis et mis en place sous la houlette des militaires. Il a coordonné ensuite l'action des Loups Gris avec les forces armées chargées d'appliquer la loi martiale sur une grande partie du pays. A la faveur de rapprochement, Le Parti d'Action Nationaliste a pu former des milliers de Loups Gris dans des centres de Contre-Guerilla, il s'est vu confier un armement qui lui permet aujourd'hui, cinq ans après la fin du régime de loi martiale, d'être une importante force para-militaire très active. Fort de la neutralité active de l'armée à son égard, ce parti d'extrême droite a étendu son action répressive sur la minorité kurde qu'il accuse de séparatisme et qui ne cadre pas très bien dans un projet, caressé depuis longtemps par les idéologies pantouraniennes turques d'extrême-droite, prétendant unir dans un seul et vaste Etat tous les peuples de race turque. "

=====

suite du texte irlandais dans le prochain numéro.

=====

a propos du texte sur la loi Peyrefitte, remarquons que le recours a été rejeté et que le jour même la loi était votée!!

=====

petite remarque importante.

Comme pour beaucoup de bulletin, les abonnements sont un moyen important, essentiel de survie. Aussi nous demandons à tous les camarades déjà abonnés, de voir autour d'eux si des camarades qu'ils connaissent pourraient prendre un abonnement. De même, les camarades qui achètent régulièrement Actualité dans les librairies pourraient peut-être s'abonner.

Ainsi, cela donnerait une sécurité au bulletin et lui permettrait de porter son information à d'autres camarades.

Nous cherchons aussi des camarades qui connaissent des librairies en province et qui pourraient se mettre en rapport avec elles, pour leur proposer de prendre actualité en dépôt.

Enfin, nous avons ENORMEMENT besoin de traducteurs; Voilà, c'est tout.

=====

Actualité de la résistance anti-impérialiste.

adresse: CRFA, c/o Temps Modernes, 26 rue de Condé, Paris VI.  
règlements; chèques, mention Comité RFA, ou par timbres.  
directeur de publication: Francis Mury.

-----